

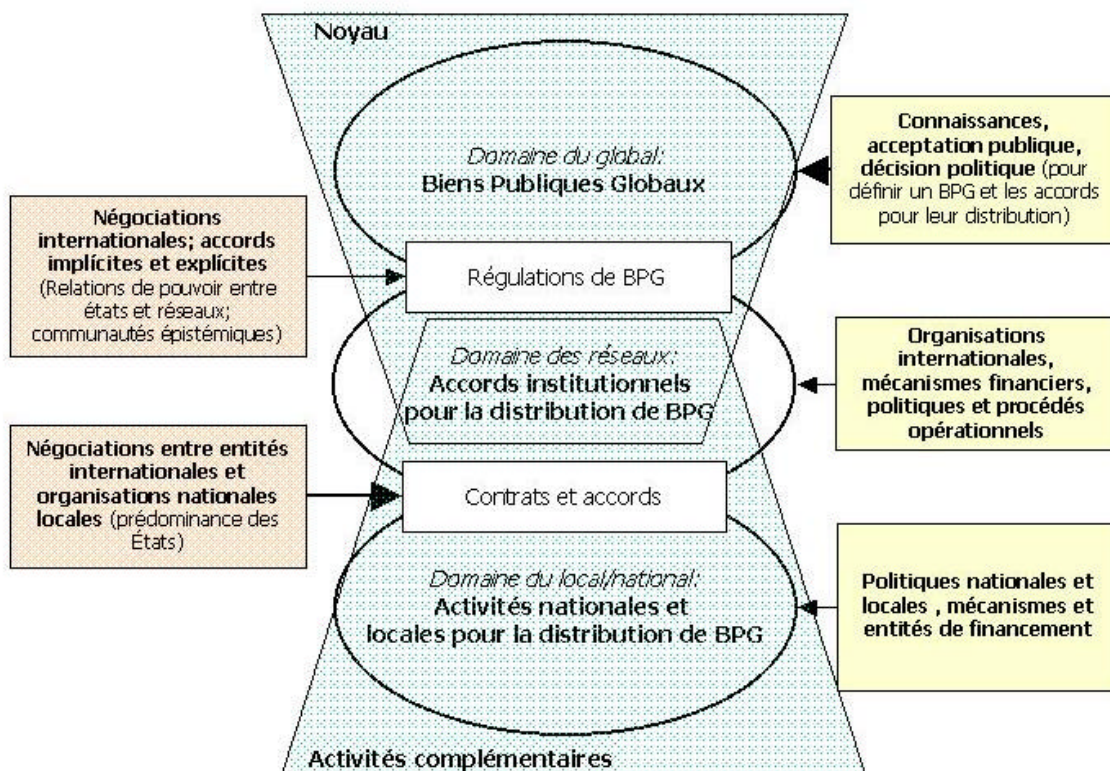
Une vision systémique pour le financement de la société de l'information comme un bien public global

Fernando Prada

Introduction

L'objectif principal du document est de présenter des stratégies de financement pour les sociétés de l'information en utilisant le cadre conceptuel des biens publics globaux (BPG), adoptant une vision systématique pour le financement. Ce cadre conceptuel a l'avantage de permettre de reconnaître les divers éléments qui composent un bien public global – les sociétés de l'information dans le cas présent – et de diviser ce dernier en deux : ceux qui constituent le *noyau* du bien public global, avec des caractéristiques publiques de non-concurrence et de non-exclusion dans la consommation et qui permettent d'améliorer le bien-être des agents grâce à une action collective; et ceux qui constituent les *activités complémentaires*, qui ne présentent pas ces caractéristiques. La Figure 1 présente comment un système idéalisé de distribution du BPG société de l'information pourrait être formé.

FIGURE 1. Système idéalisé de distribution de la société de l'information



La communauté internationale a exprimé dans divers forums sa préoccupation au sujet des effets du fossé d'accès et de connaissances dans les pays du Sud, et au sujet de la nécessité de trouver un financement additionnel, avec des critères de solidarité, qui permette d'intégrer, dans des périodes raisonnables de temps, la population mondiale aux bénéficiaires.

Instituto del Tercer Mundo (ITeM)

wsis2@item.org.uy | Phone / Fax: +598 (2) 412-4224 | Dr. Juan Paullier 977, Montevideo URUGUAY

de la société de l'information. Cette vision de la société de l'information est composée de trois éléments : (i) Un premier élément public global qui trouve dans la *maîtrise du global* et les *réglementations* (l'information générée qui flue de manière libre à travers Internet, les standard de connectivité, les réglementations pour la gouvernance, entre autres) ; (ii) Un second élément plus localisé géographiquement et avec un degré important de concurrence dans la consommation, se trouve dans la *maîtrise des réseaux* et influe dans le domaine local/national au travers *d'accords et de contrats* (souvent appelé le marché des technologies de l'information, qui inclut l'infrastructure de connectivité et les services liés, le développement, la conception et l'utilisation des technologies pour la transmission de l'information et l'augmentation de la productivité) ; et (iii) un élément plus localisé dans le *domaine du local/national* et avec un degré important d'exclusion de bénéfices (aptitudes pour accéder au flux de l'information, capacité de création de connaissances et contenus, niveau d'éducation de la population pour s'approprier les bénéfices de la société de l'information, capacité à adapter les contenus au domaine de la production et la génération d'augmentations de productivité).

Dans ce sens, la démarche des BPG nous permet de recommander de concentrer les efforts de la communauté internationale sur la consolidation d'un système adéquat pour la prestation de ce bien. Déclarer qu'un bien est un BPG est seulement le premier pas pour sa distribution, et les négociations sur la mise en place de ce système de prestations peuvent s'enrichir avec l'adoption d'une vision systémique comme celle présentée dans le présent document. Chacun de ces éléments contient ses propres défis et les processus de négociation sont en cours, mais il existe des arguments solides pour que les représentants de la société civile recommandent aux gouvernements et aux divers acteurs des négociations d'adopter une *vision systémique* (d'ensemble) qui évite des discussions et des solutions partiales pour la société de l'information. Suivant ce point de vue, nous suggérons que la stratégie pour la distribution d'un système de prestations et de financement de la société de l'information aie cinq éléments.

Que devrait être fait?

Le premier élément de la stratégie consiste à créer et à consolider les mécanismes nécessaires pour que l'internalisation des externalités soit possible, en portant une attention spéciale pour le secteur infrastructure. À ce point de vue, les villes urbaines densément peuplées ont été les premiers bénéficiaires de l'explosion de l'utilisation des TIC dans les pays en développement, et cette tendance devrait continuer. Pourtant, il existe une large gamme d'instruments pour renforcer les capacités régulatrices, de manière à, d'un côté, éviter la dépendance excessive à des types de technologie, et d'un autre côté, renforcer les tendances de consommation actuels. Plus un pays a de capacités à mobiliser les ressources domestiques (des revenus plus élevés), plus les capacités régulatrices auront de chances d'être opérationnelles. Pourtant, la communauté internationale peut utiliser des ressources financières et de coopération technique (principalement des programmes des Nations Unies) pour renforcer ces capacités dans les pays ayant en moins pour la mobilisation des ressources.

Le second élément consiste à profiter de la gamme de mécanismes financiers qu'offrent les diverses sources financières en accord avec les stratégies nationales de développement, et à les adapter aux besoins de chaque pays et de chaque élément de la société de l'information. Dans ce sens, nous pensons que l'insertion à la société de l'information doit se faire dans les termes décidés par chaque pays. Les pays à revenus moyens et moyen-élevés peuvent faire pression pour obtenir des programmes temporels d'investissement (10 ans) par des

accords-cadre avec le FMI, en proposant des projets à haut rendement social de connectivité financés en ayant recours aux capitaux privés. Cela permet d'avoir plus ample liberté pour décider des meilleures stratégies d'insertion et pour moins dépendre de prêts d'institutions multilatérales et bilatérales. D'un autre côté, les pays à bas revenu peuvent inclure des propositions plus ambitieuses de programmes d'investissement en connectivité dans leurs Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (PRSP d'après son sigle en anglais) pour accéder à des réduction de dette plus importantes ou un échange de dette pour investissement.

Un troisième élément consiste en une pression constante et soutenue pour l'installation de mécanismes financiers spécifiques à la société de l'information (Impôts globaux ou la version limitée de l'IFF) avec pour but d'accroître les options financières et de compléter les fonds vers les pays en voie de développement. Malgré l'opposition initiale des pays développés, il existe des arguments solides selon le point de vue des BPG pour affirmer que les bénéficiaires à investir dans la société de l'information bénéficieront au monde entier, permettant non seulement la transmission d'information, mais également le soutien à des programmes sociaux et éducatifs, la création d'options commerciales, entre autres. Cela vaut donc la peine de structurer des options financières pour le *big push* des investissements dans les pays en voie de développement.

Un quatrième élément consiste à ce que les pays puissent profiter de la division implicite du travail entre sources financières : à niveaux majeurs de revenus, majeure importance accordée aux sources privées qui recherchent une certaine rentabilité pour leurs opérations, tandis que à revenus moindres, l'importance sera plutôt accordée à un financement plus léger ou à des donations. De la même manière, la division du travail se fait en accord avec les composantes : à niveau majeur de revenu, on insistera sur l'apport aux activités du domaine global (participation à la création de standards, assistance technique pour d'autres pays, plus d'investissements dans la recherche et le développement pour créer des options plus économiques et adéquates pour les pays en voie de développement), tandis que à revenu moindre, les fossés dans l'infrastructure et les compétences sont à financer de manière urgente. Le tableau suivant résume les options stratégiques selon le type de pays et les éléments de la société de l'information.

Options stratégiques du financement de la société de l'information

		Éléments du bien public global "sociétés d'information"		
		Maîtrise du global	Infrastructures	Compétences
Type de pays (selon le revenu)	Moyen-élevé	<u>Défi central.</u> Participation dans la conception de standards, gouvernance et assistance technique à d'autres pays en voie de développement (meilleures expériences).	<u>Défi central.</u> Mobilisation de ressources du secteur privé et développement de l'investissement domestique.	<u>Défi central.</u> Création d'options de connectivité plus adéquates pour les pays en voie de développement (investissement en I&D).
		<u>Instruments.</u> Coopération technique, conseil d'entreprises privées, fonds d'aide pour la participation (ONGs).	<u>Instruments.</u> Fonds d'accès universel avec schémas de mobilisation de ressources externes et domestiques, et grande participation des marchés de capitaux.	<u>Instruments.</u> Financement par secteur pour des programmes d'éducation focalisés (multilatéraux).

Moyen	<p><u>Défi central.</u> Soutien pour l'adoption de standards, participation dans leur conception.</p>	<p><u>Défi central.</u> Minimiser les risques de l'investissement privé et distribution de fonds d'investissement à long-terme et stables.</p>	<p><u>Défi central.</u> Investissement dans l'éducation pour une meilleure insertion de la population rurale la plus pauvre.</p>
	<p><u>Instruments.</u> Prêts à long-terme pour le renforcement de schémas régulateurs (multilatéraux)</p>	<p><u>Instruments.</u> Réduction des plafonds pour investissement (FMI), garanties contre les risques (multilatéraux), fonds d'accès universel.</p>	<p><u>Instruments.</u> Financement par secteur pour l'éducation (multilatéral), donations pour une intervention focalisée.</p>
Bas	<p><u>Défi central.</u> Soutien pour l'adoption de standards et pour la création de contenus (y compris de la population)</p>	<p><u>Défi central.</u> Soutien pour la création et l'entretien d'une infrastructure (big push pour couvrir les coûts les plus grands)</p>	<p><u>Défi central.</u> Programmes de création de capacités y prévention de fuite de cerveaux</p>
	<p><u>Instruments.</u> Coopération technique, donations pour renforcer les capacités régulatrices (bilatéral).</p>	<p><u>Instruments.</u> Fonds d'investissement SRI, garanties (bilatérales et de fondations), prêts de concessions à long-terme et donations (banques multilatérales).</p>	<p><u>Instruments.</u> Combinaison de fonds pour une aide fiscale (bilatérale, multilatérale, fondations privées) dédiées au renforcement des systèmes d'éducation.</p>

Finalement, la stratégie doit combler les vides dans le domaine du local/national. Il est clair que les divisions ne sont pas seulement présentes entre les pays mais bien au niveau interne : l'idée de combler les vides consiste à reconnaître ces différences à l'intérieur de la population et à mener les stratégies les plus adéquates dans le cadre des propres priorités nationales. De cette manière, les pays à majeure capacité de mobilisation des ressources peuvent initier des programmes avec une aide de sources financières plus légères (bilatérales et de fondations), à très petite échelle et avec pour but d'expérimenter avant de les reproduire avec des ressources domestiques à plus grande échelle. De la même manière, les pays à plus faible capacité de mobilisation des ressources peuvent initier des programmes financés par des prêts multilatéraux (et éventuellement aidés par les ressources des marchés de capitaux grâce aux fonds d'investissement) pour les secteurs les plus rentables de connectivité.